Des sanctions de l’UE suscitent un sentiment d’incompréhension à Bujumbura

PANA, 03 octobre 2015 Bujumbura, Burundi - Un sentiment dâ€™Ã©tonnement mÃªlÃ© Ã de lâ€™incomprÃ©hension rÃ©g
dans les milieux officiels Ã Bujumbura, au lendemain de la publication dans le journal officiel de lâ€™Union europÃ©enne (UE)
de quatre noms de personnalitÃ©s de lâ€™appareil sÃ©curitaire national. Ces personnalitÃ©s vont subir des "restrictions de
dÃ©placements et un gel des avoirs" pour leur implication dans "des actes de violence, de rÃ©pression ou dâ€™incitation Ã la
violence, y compris par des actes constituant des atteintes graves aux droits de lâ€™Homme", lors des mois passÃ©s du
mouvement de contestation du troisiÃ¨me mandat du chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, Ã sa propre
succession.

Les personnalitÃ©s visÃ©es par les sanctions sont le directeur gÃ©nÃ©ral adjoint de la police nationale, Godefroid Bizimana,
pour avoir pris "des dÃ©cisions opÃ©rationnelles ayant entraÃ®nÃ© un recours disproportionnÃ© Ã la force et des actes de
rÃ©pression violente", le chef de cabinet de lâ€™administration prÃ©sidentielle, chargÃ© de la police nationale, Gervais
Ndirakobuca, coupable "des actes de violence", notamment les 26, 27 et 28 avril dernier dans les quartiers
contestataires de Nyakabiga et Musaga, Ã Bujumbura, la capitale du Burundi. Lâ€™autre personnalitÃ© du pouvoir concernÃ
est un agent des services spÃ©ciaux de renseignement, Mathias-Joseph Niyonzima, pour avoir encadrÃ© des
"Imbonerakure" (de jeunes militants affiliÃ©s au parti prÃ©sidentiel) qui ont Ã©galement participÃ© Ã la rÃ©pression des Â«an
troisiÃ¨me mandatÂ», dÃ©nonce encore lâ€™UE. Du cÃ´tÃ© de lâ€™opposition au rÃ©gime en place au Burundi, lâ€™UE Ã©
sanctions par lâ€™inscription sur sa "liste noire" dâ€™un ex-gÃ©nÃ©ral, LÃ©onard Ngendakumana, dont la responsabilitÃ© a
avÃ©rÃ©e dans des "attaques Ã la grenade, ainsi que des incitations Ã la violence", au lendemain de la tentative manquÃ©e
de putsch militaire de mai dernier auquel le mis en cause avait pris une part active avant de fuir du pays. Concernant
les modalitÃ©s pratiques de notification et de recours contre ce genre de mesures, lâ€™UE rappelle que lorsquâ€™il est dÃ©c
de soumettre une personne physique ou morale, une entitÃ© ou un organisme Ã de telles sanctions, le conseil de lâ€™union
europÃ©enne communique Ã la personne physique ou morale, Ã lâ€™entitÃ© ou Ã lâ€™organisme visÃ© sa dÃ©cision, y co
motifs de son inscription sur la liste, soit directement, si son adresse est connue, soit par la publication dâ€™un avis, en lui
donnant la possibilitÃ© de prÃ©senter des observations. Si des observations sont formulÃ©es ou si de nouveaux Ã©lÃ©ments
de preuves substantiels sont prÃ©sentÃ©s, le conseil revoit sa dÃ©cision et en informe la personne physique ou morale,
lâ€™entitÃ© ou lâ€™organisme concernÃ© en consÃ©quence. Le Porte-parole et SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du gouvernement,
Nzobonariba a volÃ© au secours des mis en cause, samedi, sur les antennes de la radio nationale (publique). Pour lui, la
mesure de lâ€™UE Ã©tonne et surprend du moment quâ€™elle est dirigÃ©e contre des personnes dont le seul tort est dâ€™a
gÃ©rer et empÃªcher lâ€™aggravation dâ€™un "mouvement insurrectionnel" dâ€™opposants au pouvoir. "Des policiers ont Ã
dâ€™autres lynchÃ©s, des enfants ont Ã©tÃ© droguÃ©s pour participer au mouvement insurrectionnel et aucune police, encor
moins un pays de lâ€™UE, ne peut rester les bras croisÃ©s face Ã une telle situation", a renchÃ©ri le Porte-parole du
gouvernement, toujours dans sa dÃ©fense acharnÃ©e de ses compatriotes dans la ligne de mire des occidentaux et
principaux bailleurs de fonds du Burundi. Pour lever lâ€™incomprÃ©hension et le malentendu, le gouvernement burundais va
engager un dialogue "franc" avec lâ€™UE sur la "situation rÃ©elle du pays qui nâ€™est pas si mauvaise que lâ€™on veut le fa
croire, Ã©tant donnÃ© que des Ã©lections se sont dÃ©roulÃ©es normalement et dÃ©bouchÃ© sur la mise en place dâ€™instit
inclusives", a-t-il soulignÃ©, en substance. A travers ces sanctions de portÃ©e symbolique, lâ€™UE dit attendre plutÃ´t du
pouvoir burundais, un esprit dâ€™ouverture et de dialogue avec son opposition pour assainir la situation socio-politique et
Ã©conomique du pays qui ne sâ€™Ã©tait autant dÃ©gradÃ©e quâ€™au cours de ces cinq derniers mois dâ€™un conflit Ã©le

La Belgique a dÃ©jÃ franchi le pas en arrÃªtant lâ€™appui financier quâ€™elle donnait Ã la police nationale et compte encor
annuler ou rÃ©orienter autrement les 60 millions dâ€™euros quâ€™elle destinait Ã divers projets de dÃ©veloppement Ã©conc
entre temps son ancienne colonie nâ€™a pas trouvÃ© des solutions Ã la crise qui la menace dâ€™une nouvelle guerre civile
susceptible de contaminer la sous-rÃ©gion des Grands Lacs oÃ¹ sont dÃ©jÃ recensÃ©s prÃ¨s de 200.000 rÃ©fugiÃ©s burunda